

Construction. La reprise se confirme

Quimper n'avait pas connu une telle activité au cours des dix dernières années. 488 constructions de logements ont été autorisées en 2018, permettant à la Ville d'atteindre l'objectif qu'elle s'était fixé dans le plan local d'urbanisme.

488 logements autorisés, dont 357 collectifs. La reprise de la construction largement entamée en 2017 s'est plus que confirmée l'an passé. Le creux de 2014 qui avait succédé à la crise économique est désormais loin. Le fruit, pour Guillaume Menguy, l'adjoint au maire en charge de l'urbanisme, d'une



L'école Jules-Ferry dans le centre-ville a été fermée à l'été 2017. Dix appartements, du T2 au T4, sont programmés dans ce bâtiment, avec des balcons et des espaces paysagers.

volonté politique : « On a clairement sorti des zones d'habitat », défend l' élu, évoquant la reprise de contact avec des opérateurs privés qui n'avaient plus travaillé à Quimper. Il en veut pour preuve les demandes d'entretiens de promoteurs « à la recherche de possibilités foncières. »

Moteur dans la reprise de la construction, la Ville a cédé du foncier. À l'image du projet immobilier porté par Pierre Océane. La résidence prendra place dans les bâtiments de l'ancienne école Jules-Ferry. « Il y a eu l'ancienne mairie annexe de Kerfeunteun et d'autres cessions viendront », promet Guillaume Menguy.

22,20 % de logements sociaux

Dans ce contexte, la fin du dispositif Pinel a joué le rôle d'accélérateur de projets. Le cas de la résidence de la route de Brest, à l'emplacement de l'ancienne école Saint-Corentin. Les travaux de démolition démarreront prochainement pour laisser place à une résidence de 76 logements, dont 61 sociaux. Une part que Pierreval a souhaité augmenter. Comme rue du Chanoine-Kerbrat, à Kerfeunteun où Polimmo a obtenu un permis pour 88 logements dont 38 sociaux, la règle est une part minimale de 30 % de logements sociaux à partir de plus de 30 logements construits.

Conséquence de cette règle et du dynamisme actuel, Quimper qui souhaite se maintenir au-dessus du seuil des 20 % de logements sociaux imposé par la loi SRU, fait beaucoup mieux : « On est à 22,20 % ».

Dernier projet en date, une résidence service pour les séniors portée par le groupe Nexity : 98 logements qui devraient voir le jour en 2021, route de Douarnenez.

131 pavillons autorisés

Pour répondre aux attentes en matière de logement individuel, la municipalité avait lancé la création de nouveaux quartiers. « Cette offre-là avait quasiment disparu de Quimper », justifie l'adjoint au maire en charge de l'urbanisme. Parmi les 131 pavillons autorisés en 2018, plusieurs seront construits à Linéostic. Kervalguen, en cours de viabilisation, va prendre la suite en attendant les 630 logements prévus à Ty Bos.



Les acquisitions y sont quasiment réalisées, permettant à l'élu d'envisager un premier coup de pioche en 2020.

Une volonté politique de lancer de grandes opérations, « sans écraser les possibilités des aménageurs privés sur de petites opérations », souligne Guillaume Menguy.

De nouveaux quartiers inscrits dans un plan local d'urbanisme qui se dit soucieux de limiter l'étalement urbain, à l'intérieur des limites dessinées par la RN 165 et le contournement nord-ouest. L'équilibre doit venir, selon l'adjoint au maire du projet de renouvellement urbain accompagné par le programme Action cœur de ville : « Nous étions déjà dans cette stratégie. Le programme du gouvernement ne va pas révolutionner notre action, mais il devrait dégager des leviers ». Notamment dans le centre historique où le renouvellement urbain pourrait s'avérer compliqué.

© Le Télégramme

[Lien vers l'article](#)

